

## La chute des projets annoncés au cours des trois premiers trimestres 2011 est importante dans tous les pays arabe : L'Algérie et le Maroc font figure d'exception

L'année 2011, marquée par les bouleversements politiques en cours dans plusieurs pays MED et la crise de la dette des pays de la zone euro, donne logiquement lieu à une baisse des annonces d'investissement direct étranger (IDE) et de partenariat au sud de la Méditerranée.

La chute des projets annoncés au cours des trois premiers trimestres 2011 est importante dans tous les pays arabes, hormis le Maroc et l'Algérie qui résistent et affichent des performances proches de celles de 2010. La Turquie et Israël sont quant à eux les premiers bénéficiaires d'IDE de la région en 2011. Après une année 2010 de reprise de l'investissement direct étranger en Méditerranée, les intentions d'investissement connaissent un nouveau ralentissement au cours des trois premiers trimestres 2011. D'après l'Observatoire ANIMA-MIPO des annonces d'investissement et de partenariat en Méditerranée, soutenu par le projet Invest in Med, le nombre d'annonces de projets d'IDE dans les pays MED, diminue de 26% par rapport à la même période 2010, avec 467 projets détectés au cours des neuf premiers mois 2011, contre 625 l'année précédente. Les montants d'investissement diminuent également fortement, avec environ 20 milliards d'euros annoncés en 9 mois contre 40 au cours de l'année 2010 (-34%). Les pays MED sont les 11 pays du voisinage européen, soit 9 pays partenaires méditerranéens de l'UE (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité Palestinienne, Syrie, Tunisie), un pays avec le statut d'Observateur (Libye) et un pays en voie d'adhésion, la Turquie). Les projets de partenariat d'entreprises connaissent également un déclin encore plus net, avec 223 projets détectés au cours des trois premiers trimestres 2011 contre 517 au total en 2010 (-42%). Le nombre d'annonces d'investissement détectées par l'Observatoire ANIMA-MIPO au cours des trois premiers trimestres 2011 baisse le plus fortement dans les pays où des changements de régime ont eu lieu ou sont en cours : Tunisie, Egypte, Libye et Syrie ; et par ricochet chez leurs voisins proches : Liban et Jordanie

L'Agence de promotion de l'investissement extérieur de Tunisie (FIPA) enregistre pour sa part une baisse de -27% en montants au terme des neuf premiers mois 2011, baisse qui concerne en premier lieu le secteur du tourisme, atteint de plein fouet par les événements en cours. En Egypte, le bilan 2011 s'annonce encore plus sombre. Le nombre d'annonces d'IDE diminue de -50% d'après l'observatoire ANIMA-MIPO, et plusieurs économistes tablent sur un flux total d'IDE proche de 2 milliards d'euros en 2011, soit la moitié du montant enregistré en 2010. La situation n'est guère plus reluisante en Libye, en Syrie, au Liban et en Jordanie : la Libye et la Syrie enregistrent les chutes les plus fortes avec environ 75% de projets en moins par rapport à 2010, tandis que le Liban et la Jordanie perdent la moitié de leurs annonces d'investissement. Les chiffres enregistrés par l'observatoire ANIMA-MIPO sont cohérents avec ceux de l'enquête réalisée par la MIGA (groupe Banque mondiale) pendant l'été 2011 dans le cadre de la préparation du rapport World investment and political risks 2011, paru en décembre 2011. D'après ce sondage, qui portait sur un échantillon de 115 multinationales investissant dans des pays en développement, plus de la moitié des entreprises qui avaient un projet d'investissement dans la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) ont choisi de retarder la réalisation de leurs projets, de les revoir ou de les annuler en raison des incertitudes politiques actuelles. L'Algérie et le Maroc font figure d'exception parmi les pays du Maghreb et du Machrek, avec un nombre d'annonces d'IDE stable en Algérie (à relativiser cependant, en raison du mauvais bilan 2010) et une hausse de 15% au Maroc par rapport à la même période 2010, ce qui place le pays juste derrière la Turquie et Israël en nombre de projets détectés. Si les investisseurs n'abandonnent pas leurs projets d'IDE au Maroc, ils poursuivent néanmoins la dynamique de moindre implication financière qui est à l'œuvre depuis 2009 : les montants en jeu dans les projets d'IDE annoncés au Maroc au cours des 9 premiers mois de l'année 2011 diminuent encore de 50%. La Turquie et Israël devraient pour leur part confirmer leur place de poids lourds de la région en matière d'attraction d'IDE en 2011, avec plus du tiers des annonces régionales d'investissement pour la Turquie et près du quart pour Israël, et ceci aussi bien en nombre de projets qu'en montants. Israël pourrait ainsi dépasser l'Egypte en montants d'IDE annoncés en 2011, une

première depuis 5 ans. La Turquie, première au palmarès, creuse encore l'écart en attirant un record des montants annoncés tels que détectés par l'observatoire ANIMA-MIPO. La Banque Centrale turque confirme cette tendance en annonçant une hausse de 84% des flux d'IDE sur les 10 premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2010, avec plus de 8 milliards d'euros. Malgré la crise de la dette qui secoue les pays de la zone euro, les intentions d'investissement en provenance des pays européens représentent toujours près de la moitié des projets annoncés dans les pays MED depuis janvier 2011. Par ailleurs, la stabilité du nombre d'annonces d'IDE en provenance des Etats-Unis et du Canada est remarquable, alors que ce nombre diminue pour toutes les autres régions du monde en 2011. La part relative des investissements nord-américains passe ainsi à près du tiers du total des annonces détectées (contre 20% en moyenne), tandis que les intentions d'investissement en provenance des pays du Golfe sont à leur plus bas niveau depuis 2005, avec 8% du nombre total d'annonces contre 15% en moyenne. La dynamique d'évolution de l'investissement dans la région dépendra bien évidemment de la situation politique de chaque pays, mais aussi du contexte économique global. A quelques semaines de la fin de l'année 2011, la Banque mondiale estime que les flux d'IDE vers les pays de la zone MENA décroîtront en 2011 puis en 2012 avant d'entamer une reprise en 2013. Elle rappelle qu'à moyen et long termes, la région demeure attractive en raison de facteurs économiques et démographiques, et le sera d'autant plus que des progrès auront été accomplis pour améliorer la gouvernance et réduire les pesanteurs bureaucratiques.

[http://www.transactiondalgerie.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2250:la-chute-des-projets-annonces-au-cours-des-trois-premiers-trimestres-2011-est-importante-dans-tous-les-pays-arabe--l-algerie-et-le-maroc-font-figure-d'exception-&catid=2:actualite&Itemid=18](http://www.transactiondalgerie.com/index.php?option=com_content&view=article&id=2250:la-chute-des-projets-annonces-au-cours-des-trois-premiers-trimestres-2011-est-importante-dans-tous-les-pays-arabe--l-algerie-et-le-maroc-font-figure-d'exception-&catid=2:actualite&Itemid=18)